

Pour un socialisme non productiviste

par JACQUES BERTHELOT (*)

QUEL que soit le chemin considérable qu'ait parcouru le parti socialiste depuis quelques années, et notamment depuis les élections présidentielles de 1974, au niveau aussi bien de la solidité de son programme que du renouveau de ses militants, le prochain congrès de Pau invite ces derniers à s'interroger autant sur ce qui reste encore à parcourir que sur les étapes déjà franchies en vue de l'avènement d'une société socialiste en Europe, dans le monde de 1975.

Dans cet esprit, il est utile de souligner une insuffisance importante et qui est partagée par les différentes motions et amendements proposés pour le congrès et qui ne tient pas seulement, semble-t-il, à des considérations tactiques, mais aussi à un manque de réflexion théorique sur un problème qui n'a pas encore pénétré profondément dans l'opinion publique.

En effet, bien que de brèves allusions soient faites ici et là dans les motions à la nécessité d'améliorer la qualité de la vie, d'agir au niveau de la consommation et de relativiser la notion de croissance, il n'en demeure pas moins que la conception d'ensemble de la société socialiste à construire qui s'en dégage reste marquée par une optique essentiellement productiviste. Cela se manifeste en particulier dans le crédit qui est accordé au progrès scientifique et technique, lequel récrèverait permettre de satisfaire enfin correctement, au sein d'une société socialiste autogérée, les multiples besoins de ses membres, et en particulier des laissés-pour-compte du système de croissance capitaliste.

Il apparaît cependant évident que l'avènement d'un gouvernement de la gauche unie et même la généralisation réussie de l'autogestion ne seront pas suffisants à eux seuls pour construire un modèle de société supprimant les principales aliénations, si le mythe productiviste, et le mythe complémentaire de l'existence de besoins croissants à satisfaire et dont découle l'aliénation de l'homme dans sa qualité de consommateur, ne sont pas explicitement dénoncés comme étant partie intégrante du système culturel capitaliste. Stratégie de rupture sans équivoque avec le capitalisme, certes, mais pas à moitié, pas en modifiant uniquement les rapports de production et en s'accroissant de la superstructure culturelle, car ce ne serait finalement qu'une simple distanciation progressivement récupérée par le système.

Le mythe productiviste d'abord : non, le socialisme ne se réduit pas à l'équation « socialisation de moyens de production + progrès technique » (ce qui se traduit aussi aujourd'hui par « autogestion + ordinateur ») si l'on accorde une importance indépendante et égale aux deux termes. On oublie trop facilement que le « progrès technique » n'est jamais qu'un moyen, et qu'il va souvent contre le progrès social, n'en déplaise aux technocrates. On arrive ainsi à justifier l'armement

nucléaire et les ventes massives d'armes (et notamment d'avions) par la nécessité d'amortir sur de grandes séries les frais considérables de recherches que cette industrie permet de supporter, dans la mesure où ces recherches profitent ensuite de toute l'industrie de pointe (et notamment au Concorde, aux centrales nucléaires, à l'informatique), voire aux recherches médicales ; de plus, l'on ne peut se permettre d'être en retard, et donc dépendre des autres puissances industrielles dans ces domaines « stratégiques ».

Les secteurs « de pointe »

Sans vouloir ouvrir et trancher ici le débat sur la nécessité ou non pour un gouvernement socialiste de poursuivre demain sa percée dans ces différents secteurs « de pointe » — car il est certain que l'inflexion de l'orientation productive ne pourra être que progressive, — l'on peut cependant s'interroger sur les avantages réels apportés par ces avancées techniques modernes à la fois pour nos sociétés industrialisées et pour les pays du tiers-monde. Si le débat sur le Concorde est assez facile à trancher, celui sur le nucléaire (et notamment sur l'énergie nucléaire) l'est déjà beaucoup moins (comme en témoigne l'actualité), tandis que l'équation du socialisme évoquée plus haut ne semble pas douter des potentialités de progrès social inhérentes à l'ordinateur. Or, pour s'en tenir à ce dernier, il n'est pas si évident que son bilan global dans les pays industrialisés soit à ce jour si concluant non seulement sur le plan social mais même sur le plan économique, car, si la conquête de la Lune nous fait effectivement une belle jambe, l'accélération des communications que l'ordinateur a essentiellement entraînée dans tous les domaines a surtout permis de résoudre de faux problèmes et de concentrer les pouvoirs, mais n'a pas réellement abaissé les coûts. Dans un autre domaine, on pourrait aussi s'interroger sur la contribution que l'économétrie, déjà ancienne, a pu apporter à la connaissance et à la maîtrise des véritables problèmes du développement économique.

Mais la question est beaucoup plus grave pour les pays du tiers-monde dans la mesure où, grâce à l'exportation préalable de notre fétichisme du « progrès technique » et du « modernisme », nous leur avons exporté, et leur exportons de plus en plus, nos propres techniques productives, qui, à haute intensité capitaliste, sont de toute évidence incompatibles avec leurs besoins réels, compte tenu de leur pléthore de main-d'œuvre inemployée et sous-employée. Du fait de l'avance technologique considérable et continue des pays industrialisés, et qui s'explique par leur dotation infiniment supérieure en matière grise et en capitaux, et compte tenu, d'autre part, de la conviction entretenue par les pays industrialisés chez les pays du tiers-

monde de la nécessité de tirer parti des tout derniers « progrès techniques » pour accélérer leur développement, il y a là à la fois une garantie pour les premiers de cultiver de précieux marchés et une cause prévisible des difficultés des seconds à se développer (ou du développement du sous-développement). A cet égard encore, une société socialiste devrait considérer la production du savoir, et en particulier de ses applications économiques pratiques (les procédés de fabrication) comme faisant partie du domaine des biens publics internationaux, au même titre que la mer ou l'atmosphère, par exemple, ce qui permettrait donc de rompre ici avec une des causes de la domination exercée sur le tiers-monde par le monde industrialisé.

Le mythe de besoins objectifs croissants à satisfaire ensuite : Le problème, ici, va beaucoup plus loin que la défense des consommateurs contre les abus et les gaspillages dus au matraquage publicitaire ou que les protestations écologiques contre toutes les formes de pollution et de nuisance. Il s'agit en réalité de saisir (1) que, la consommation individuelle elle-même étant d'abord et avant tout un acte social permettant à chacun de se situer et de se signifier dans l'échelle sociale et sa relation aux autres (par intégration et/ou différenciation), l'amélioration du bien-être ne peut provenir que d'une amélioration de l'« être bien », avec et vis-à-vis des autres (on pourrait parler de la logique du bien-être comme étant celle du « paraître », ou besoin d'être perçu par les autres comme sujet existant, et du « par-être », ou besoin d'être perçu comme égal), et non d'une compétition indéfinie dans l'accroissement de l'avoir.

Plus de transparence dans les rapports sociaux

Au-delà d'un seuil physiologique minimal, en effet, que toutes les couches sociales de notre société ont pratiquement franchi, l'amélioration du bien-être des travailleurs des classes défavorisées relativement — objectif essentiel du développement — ne peut provenir que d'une plus grande transparence dans les rapports sociaux, du renvoi de l'homme à l'homme et non à des objets, et cela passe essentiellement par une répartition plus égalitaire des responsabilités (possible par l'autogestion) et des revenus individuels et par un développement des consommations collectives. Au-delà de la valeur d'usage, ou de la prétendue utilité objective des biens, qui restent des notions toutes relatives donc, et au piège desquelles Marx lui-même n'a pas échappé, l'on doit

(1) Notamment avec Jean Baudrillard, *Critique de l'économie politique du signe*, Gallimard, 1972.

admettre avec lui que la fin de l'économie politique est bien « la production de l'homme par l'homme » et non le culte fétichiste des marchandises (ou même de services culturels).

Autrement dit, si l'autogestion est capable demain de désaliéner l'homme dans sa qualité de producteur, elle sera incapable à elle seule d'empêcher des formes aggravées de compétition et de hiérarchisation sociales de se développer au niveau de la consommation. En conservant les bases du système culturel capitaliste, on conservera aussi la lutte des classes, qui n'aura fait que changer de terrain, en ayant assimilé provisoirement l'autogestion.

Mais, ici encore, les conséquences les plus graves de cette mythologie de la consommation se situent au niveau du tiers-monde. En effet, non seulement des perspectives de consommation sans cesse accrue dans les pays industrialisés ne laissent aucune chance aux affamés de plus en plus nombreux du tiers-monde d'accéder un jour à un seuil humainement décent, du fait de la limitation des ressources mondiales, mais encore les mêmes comportements (voire des comportements de consommation encore plus somptuaire) seront nécessairement adoptés par leurs classes dominantes, du moins tant que subsistera leur dépendance culturelle du modèle capitaliste industriel. Et pourtant quel visiteur de ces pays n'a pas été frappé par l'hospitalité et le bonheur même des masses populaires non encore acculturées, car, en dépit de la précarité de leurs ressources matérielles, elles ont su conserver une intense vitalité dans leurs relations sociales, ainsi que le sens de l'échange symbolique, du don et de la fête ? Quelle leçon culturelle, gratuite elle, ne nous donnent-ils pas !

Devant l'importance qu'il y a pour tous les démocrates de ce pays à prendre conscience des problèmes évoqués ci-dessus, on aimerait bien que cessent les fausses querelles actuelles entre le parti communiste et le parti socialiste, et que les divers courants d'opinion qui animent celui-ci précisent aussi la place qu'ils leur accordent dans leur stratégie, afin que les options choisies soient plus claires. Il n'est plus possible de passer outre à ce débat fondamental, sous prétexte que les masses populaires n'y sont pas encore préparées (le système culturel régnant à tout fait pour cela), mais il convient certes de commencer par un effort de réflexion à tous les niveaux et dans tous les secteurs de l'action militante, et auprès de l'opinion publique en général. Sinon, vu du tiers-monde, il sera facile de continuer à estimer que, malgré l'autogestion, les perspectives de la gauche restent encore du domaine de la sociale-démocratie et de la gestion du capitalisme. Puisse le congrès de Pau éviter un tel jugement de l'histoire !

(*) Economiste, militant du parti socialiste.

Retrouver l'unité

par FRANÇOIS LONCLE (*) et PHILIPPE LAMIRAULT (**)

LORSQUE surgit une difficulté majeure, lorsqu'un état de crise tend à persister, il devient imprudent de fermer les yeux et de ne pas tenter d'agir sur l'événement. Troisième composante de l'union de la gauche, fidèle sans défaillance à sa stratégie et au programme commun de gouvernement, le Mouvement des radicaux de gauche ne peut en aucune façon se satisfaire de la situation actuelle.

La dynamique unitaire — celle-là même qui a porté le candidat commun de la gauche aux 13 millions de suffrages du 19 mai — est brisée. Le courant, comme l'on disait, ne passe plus depuis plusieurs mois. Nous savions bien, c'est la vie qui est là pour nous l'enseigner quotidiennement, que la construction d'une société nouvelle, sur la base de l'effort commun des formations de la gauche communiste, socialiste et radicale, comporterait des phases délicates. Mais l'enjeu même de notre combat, le sort des millions de Français qui subissent depuis tant d'années la politique conservatrice, le règne de l'argent et de la spéculation, nous a permis jusqu'à maintenant de surmonter l'obstacle. La réunion du comité de liaison auquel nous appartenons a toujours abouti à un accord.

En 1961, lors de leur seizième congrès qui se déroulait à Saint-Denis, les communistes français avaient su parfaitement définir leur ligne de conduite, qui devait mener au développement de la politique d'union dont ils furent incontestablement les initiateurs. « Ecartez tout ce qui divise, ne tenir compte que de ce qui unit », tel était le mot d'ordre. Aujourd'hui, on pourrait presque, malheureusement, en inverser les termes.

Parce que nous avons choisi délibérément et définitivement l'union de la gauche, fût-ce au prix de la scission de notre parti ; parce que nous savons bien que nous ne pourrions pas « changer la vie » sans l'appui de l'immense masse des travailleurs de ce pays, c'est-à-dire sans les différents composantes de la gauche ; parce que depuis trois ans nous avons apprécié hautement l'engagement, la loyauté et l'esprit unitaire de notre partenaire communiste au fil de multiples combats fraternels ; parce que nous ressentons l'inquiétude, l'angoisse de ces millions de Françaises et de Français décidés plus que jamais à se battre pour que triomphe la justice ; parce que, comme le disait François Mitterrand au soir de la campagne présidentielle, « la victoire de la gauche est inéluctable », pour toutes ces raisons, nous sommes convaincus que l'attitude nouvelle du P.C.F. n'est pas conforme aux intérêts de ceux qu'il prétend défendre.

Il ne s'agit pas, dans cette affaire, d'être les avocats du parti socialiste. Il ne s'agit pas de pré-

tendre que le comportement de notre partenaire socialiste nous satisfait totalement, que toutes les déclarations des responsables du P.S. nous conviennent à merveille. Il ne s'agit pas non plus d'estimer que les radicaux de gauche ont été constamment irréprochables. La question n'est pas là. Personne ne revendique la perfection.

Dans la situation de crise du capitalisme que nous traversons, les solutions du programme commun s'imposent aujourd'hui encore plus qu'hier. Il n'est pas question de « gérer cette crise ». La transformation de la société, au-delà du discours et de l'action psychologique, qui tiennent lieu de politique au gouvernement actuel, est encore plus urgente du fait de l'accroissement des inégalités, de l'absence de projet national et international des dirigeants giscardiens.

L'enlèvement dans le désordre monétaire et les difficultés énergétiques est inscrit dans les faits. Les conséquences qu'il entraîne dans notre pays sur la vie des citoyens se trouvent aggravées lorsque l'on constate que le pouvoir financier, bancaire, multinational se substitue au pouvoir politique.

Dans une telle situation, se tromper d'adversaire devient absurde et intolérable. Ce n'est pas le parti socialiste qu'il convient de harceler, de marteler, mais le gouvernement Chirac-Giscard d'Estaing. L'heure n'est pas au durcissement doctrinal, à la théorisation des conflits, au repliement sur soi-même, mais bien à l'union.

Qui peut nier que les signataires de ces lignes aient mesuré leurs efforts pour entraîner et fixer le radicalisme dans le combat de la gauche ? Qui peut prétendre que nous ayons une seule fois versé dans l'anticommunisme ? Au reste, comme le disait Edmond Maire, non sans humour, « la peur de l'anticommunisme, c'est le fait des réformistes calculateurs ou des révisionnistes honteux ».

Aujourd'hui, nous sommes bien obligés de constater que l'attitude nouvelle du P.C.F. est démobilisatrice. Si nos camarades communistes voulaient faciliter la tâche du président de la République, s'ils voulaient redonner quelque espoir aux vieilles chimères du centrisme, s'ils voulaient faire remonter le baromètre de la majorité, ils ne s'y prendraient pas autrement.

Il faut que renaisse l'immense espoir de ceux du 19 mai. Il faut que cesse cette campagne antisocialiste pour retrouver le chemin de l'unité.

(*) Secrétaire national du Mouvement des radicaux de gauche.

(**) Conseiller général d'Eure-et-Loire, membre du bureau national du Mouvement des radicaux de gauche.